

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la CEDH – Affaires examinées lors de la 1451<sup>e</sup> réunion (DH) – 6-8 décembre 2022

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
ALBANIE	<i>Luli et autres</i> (groupe)	<a href="#">Lien</a>	01/07/2014	<b>Durée excessive des procédures civiles et pénales</b> et absence de recours à cet égard.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
ARMÉNIE	<i>Chiragov et autres</i>	<a href="#">Lien</a>	16/06/2015	Impossibilité pour des personnes déplacées pendant la phase militaire active (1992-1994) du conflit au Nagorno-Karabakh d'accéder à leur domicile ou à leurs biens dans la région ; <b>absence de recours effectif</b> .	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
AZERBAÏDJAN	<i>Khadija Ismayilova</i> (groupe)	<a href="#">Lien</a>	10/04/2019	<b>Violations du droit de la requérante à la vie privée et à la liberté d'expression</b> en relation avec son travail de journaliste.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
AZERBAÏDJAN	<i>Mammadli</i> (groupe)	<a href="#">Lien</a>	19/07/2018	Arrestation et détention provisoire dans le but de sanctionner les requérants pour leurs activités dans le domaine de l'observation électorale ou pour leur engagement politique et social actif, <b>en violation de l'article 18 combiné avec l'article 5</b> .	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
AZERBAÏDJAN	<i>Namazov</i> (groupe)	<a href="#">Lien</a>	30/05/2020	<b>Absence de garanties procédurales dans une procédure disciplinaire</b> , ayant conduit à la radiation des requérants pour manquement à l'éthique professionnelle suite à des altercations verbales avec un juge.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
AZERBAÏDJAN	<i>Sargsyan</i>	<a href="#">Lien</a>	16/06/2015	<b>Impossibilité pour des personnes déplacées pendant le conflit au Nagorno-Karabakh d'accéder à leur domicile ou à leurs biens</b> dans la région <b>absence de recours effectifs</b> .	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
BULGARIE	<i>Association pour l'intégration Européenne et les droits de l'homme et Ekimdjev</i> (groupe)	<a href="#">Lien</a>	30/01/2008	<b>Garanties insuffisantes</b> contre le risque d'abus en matière de <b>moyens de surveillance secrète</b> .	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
BULGARIE	<i>Organisation Macédonienne Unie Ilinden et autres</i> (groupe)	<a href="#">Lien</a>	19/04/2006	<b>Refus injustifiés des tribunaux d'enregistrer une association</b> visant « la reconnaissance de la minorité macédonienne de Bulgarie ».	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
BULGARIE	<i>S.Z. (groupe)</i> <i>Kolevi</i>	<a href="#">Lien</a> <a href="#">Lien</a>	03/06/2015 05/02/2010	<b>Systemic problem of ineffective criminal investigations in Bulgaria</b> with regard to shortcomings which affect investigations concerning both private individuals and law enforcement agents and lack of guarantees for the independence of criminal investigations against the Chief Prosecutor.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
CHYPRE	<i>Khani Kabbara</i> (groupe)	<a href="#">Lien</a>	05/09/2018	<b>Mauvais traitements par la police</b> et absence d'enquête effective.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
FRANCE	<i>J.M.B. et autres</i>	<a href="#">Lien</a>	30/05/2020	<b>Mauvaises conditions de détention</b> (surpopulation) et absence de recours effectif préventif.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
FRANCE	<i>Khan</i>	<a href="#">Lien</a>	28/05/2019	<b>Défaut de prise en charge et de protection d'un mineur étranger</b> non accompagné étant donné ses conditions de vie sur le site de la « lande » de Calais et non-exécution de l'ordonnance du juge des enfants visant à le protéger.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
GEORGIA	<i>Identoba et autres</i> (groupe)	<a href="#">Lien</a>	12/08/2015	<b>Absence de protection contre des attaques homophobes</b> lors de manifestations.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
GEORGIA	<i>Tkheldze</i> (groupe)	<a href="#">Lien</a>	08/10/2021	<b>Défaut de se protéger de la violence domestique</b> et de mener une enquête effective sur l'inaction de la police.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
GRÈCE	<i>Bekir-Ousta et autres</i> (groupe)	<a href="#">Lien</a>	11/01/2008	<b>Refus des tribunaux nationaux d'enregistrer des associations</b> .	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
HONGRIE	<i>Gubacsi</i> (groupe)	<a href="#">Lien</a>	28/09/2011	<b>Traitements inhumains ou dégradants par des agents des forces de l'ordre</b> et/ou absence d'enquête effective à cet égard.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
HONGRIE	<i>Tonello</i> (Groupe Shaw)	<a href="#">Lien</a>	24/04/2018	<b>Non-exécution par les autorités des décisions judiciaires</b> ordonnant le retour de la fille du requérant, enlevée par sa mère.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Link</a>

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la CEDH – Affaires examinées lors de la 1451<sup>e</sup> réunion (DH) – 6-8 décembre 2022

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
ITALIE	<i>Oliveri et autres</i> (groupe)	Lien	04/07/2016	Questions découlant de la réforme de 2012 de la loi « Pinto » ; <b>ineffectivité de ce recours concernant la durée excessive des procédures administratives</b> ; impossibilité de se plaindre de la durée excessive des enquêtes préliminaires dans le cadre de procédures pénales.	Lien	Lien
LITUANIE	<i>Abu Zubaydah</i>	Lien	08/10/2018	<b>Diverses violations liées à la détention secrète du requérant et à une opération de « remise extraordinaire » à son encontre.</b> De ce fait, le requérant est exposé à une détention arbitraire continue et à des mauvais traitements à la base navale des États-Unis à Guantanamo Bay.	Lien	Lien
MALTE	<i>Apap Bologna</i> (groupe)	Lien	30/11/2016	<b>Restrictions aux droits de propriété du fait de la réquisition et de l'imposition d'une relation propriétaire/locataire au propriétaire</b> ; absence de recours effectif.	Lien	Lien
RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA	<i>Ozdl et autres</i>	Lien	11/09/2019	<b>Transfert extrajudiciaire de personnes vers la Turquie</b> , au mépris du droit national et international.	Lien	Lien
MACÉDOINE DU NORD	X.	Lien	17/04/2019	Absence de législation régissant les conditions et les procédures de <b>modification de sexe des personnes transgenres enregistré sur les certificats de naissance.</b>	Lien	Lien
POLOGNE	<i>Al Nashiri</i> (groupe)	Lien	16/02/2015	<b>Diverses violations liées à la détention secrète et la « remise extraordinaire »</b> des requérants, qui sont depuis détenus au centre d'internement de la base navale américaine de Guantanamo Bay. M. Al Nashiri y reste exposé notamment au risque d'encourir la peine de mort dans le cadre de la procédure devant une commission militaire des États-Unis, et M. Abu Zubaydah est détenu sans inculpation et sans aucune garantie contre une détention arbitraire.	Lien	Lien
POLOGNE	<i>XERO FLOR w POLSCE sp. z o.o.</i>	Lien	07/08/2021	<b>Motifs insuffisants des tribunaux pour refuser de soumettre une question juridique à la Cour constitutionnelle.</b> Tribunal non établi par la loi en raison de graves irrégularités dans l'élection d'un des juges de la Cour constitutionnelle examinant le recours constitutionnel de la société requérante.	Lien	Lien
POLOGNE	<i>Reczkowicz groupe</i>  <i>Broda et Bojara</i>	Lien  Lien	22/11/2021  29/09/2021	<b>Tribunal non établi par la loi</b> notamment du fait que des juges de la Cour suprême ont été nommés dans le cadre d'une procédure déficiente impliquant le Conseil national de la magistrature, organe qui, depuis 2018, n'offrait pas de garanties suffisantes d'indépendance ; violation du droit d'accès au tribunal en raison de l'absence d'examen judiciaire de la fin prématurée du mandat des requérants en tant que vice-présidents d'un tribunal régional.	Lien  Lien	Lien  Lien
ROUMANIE	<i>Al Nashiri</i>	Lien	08/10/2018	<b>Diverses violations liées à la détention secrète et la « remise extraordinaire »</b> du requérant, qui est depuis détenu au centre d'internement de la base navale américaine de Guantanamo Bay, où il reste exposé notamment au risque d'encourir la peine de mort dans le cadre de la procédure devant une commission militaire des États-Unis.	Lien	Lien
ROUMANIE	<i>Association « 21 Decembre 1989 » at autres</i> (groupe)	Lien	28/11/2011	<b>Ineffectivité des enquêtes pénales</b> sur les répressions violentes de manifestations antigouvernementales en 1989 et au début des années 1990.	Lien	Lien
ROUMANIE	<i>Loiry</i>	Lien	17/05/2022	<b>Non-exécution par les autorités d'une décision judiciaire définitive</b> ordonnant le retour des enfants du requérant au lieu de leur résidence habituelle.	Lien	Lien
ROUMANIE	<i>Bucur et Toma</i>	Lien	08/04/2013	<b>Condammnation d'un dénonciateur</b> pour avoir révélé des informations sur la surveillance secrète et illégale de citoyens par les services de renseignement ; absence de garanties dans le cadre législatif régissant la surveillance secrète.	Lien	Lien
ROUMANIE	<i>S.C. Polyinvest S.R.L. et autres</i>	Lien	29/03/2018	<b>Non-exécution de décisions de justice ou de sentences arbitrales</b> enjoignant à des sociétés contrôlées par l'État à payer diverses sommes aux sociétés requérantes.	Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Catan et autres</i> (groupe)	Lien	19/10/2012	<b>Violation du droit à l'instruction</b> des élèves ou parents d'élèves d'écoles utilisant l'alphabet latin situées dans la région transnistrienne de la République de Moldova.	Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Géorgie (I)</i>	Lien Lien (satisfaction équitable)	03/07/2014 31/01/2019	<b>Diverses violations liées à l'arrestation, détention et expulsion collective</b> de la Fédération de Russie de ressortissants géorgiens en 2006-2007.	Lien	Lien

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la CEDH – Affaires examinées lors de la 1451<sup>e</sup> réunion (DH) – 6-8 décembre 2022

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Georgia (II)</i>	Lien	21/01/2021	<b>Diverses violations de la Convention dans le contexte du conflit armé</b> entre la Géorgie et la Fédération de Russie en août 2008.	Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Témoins de Jehovah de Moscou et autres Krupko et autres</i>	Lien Lien	22/11/2010 17/11/2014	<b>Dissolution de la communauté religieuse requérante et interdiction de son activité</b> , entraînant l'impossibilité pour les individus de manifester leur religion et de mener des activités indispensables à leur pratique religieuse. <b>Refus de réenregistrer l'organisation religieuse</b> et dispersion d'une cérémonie religieuse pacifique à laquelle des Témoins de Jéhovah de différentes congrégations ont participé.	Lien Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Mozer</i> (groupe)	Lien	23/02/2016	<b>Diverses violations ayant trait à la région transnistrienne de la République de Moldova.</b>	Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Navalnyy et Ofitserov Navalnye</i>	Lien	04/07/2016 05/03/2018	<b>Condamnation pénale basée sur un procès inéquitable</b> et une application arbitraire du droit pénal.	Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Volodina</i> (groupe)	Lien	04/11/2019	<b>Failure to protect from domestic violence</b> and to conduct an effective investigation.	Lien	Lien
SERBIE	<i>R. Kačapor et autres</i> (groupe)	Lien	07/07/2008	<b>Non-exécution des décisions judiciaires et administratives définitives</b> , y compris à l'encontre « d'entreprises appartenant à la collectivité ».	Lien	Lien
SERBIE	<i>Stanimirović</i> (groupe)	Lien	30/03/2012	<b>Traitements inhumains ou dégradants</b> par des agents des forces de l'ordre et/ou absence d'enquêtes effectives à cet égard.	Lien	Lien
TÜRKIYE	<i>Selahattin Demirtaş (n° 2)</i> (groupe)	Lien	22/12/2020	<b>Détention injustifiée</b> du requérant en l'absence de raisons plausibles de le soupçonner d'avoir commis une infraction, poursuivant un but inavoué, à savoir celui d'étouffer le pluralisme et de limiter le libre jeu du débat politique, levée imprévisible de l'immunité parlementaire et procédure pénale qui s'en est suivie pour sanctionner le requérant en raison de ses discours politiques.	Lien	Lien
TÜRKIYE	<i>Kavala</i>	Lien	12/05/2020	<b>Détention injustifiée et prolongée du requérant sans soupçon raisonnable</b> et dans le but inavoué de le réduire au silence.	Lien	Lien
TÜRKIYE	<i>Opuz</i> (groupe)	Lien	09/09/2009	<b>Défaut de mesures de protection et de sanctions appropriées</b> , conférant l'impunité aux auteurs d'actes de violence domestique et de violence contre les femmes.	Lien	Lien
UKRAINE	<i>Levchuk</i> (groupe)	Lien	14/04/2017	<b>Manquement à l'obligation d'assurer la protection de la requérante contre les violences domestiques.</b>	Lien	Lien
UKRAINE	<i>Zelenchuk et Tsytsyura</i> (groupe)	Lien	22/08/2018	<b>Interdiction généralisée et indéfinie de l'aliénation de terres agricoles.</b>	Lien	Lien
ROYAUME-UNI	<i>Gaughran</i> (groupe)	Lien	13/06/2020	Atteinte disproportionnée au droit au respect de vie privée en raison de la conservation, sans limitation de durée et sans possibilité de réexamen de la situation, <b>du profil ADN, des empreintes digitales et de la photographie d'une personne reconnue coupable d'une infraction mineure.</b>	Lien	Lien
ROYAUME-UNI	<i>McKerr</i> (groupe)	Lien	04/05/2001	<b>Actions des forces de sécurité en Irlande du Nord</b> dans les années 1980 et 1990 ; défaut d'enquêtes effectives conformes à l'article 2.	Lien	Lien